



# Rapport annuel 2006

# ASIE

A lui seul, le roi Gyanendra du Népal a symbolisé en 2005 toute la haine autocratique que nourrissent certains chefs d'Etat à l'égard de la liberté de la presse. Le monarque himalayen, tenté par l'absolutisme, a ordonné plus de la moitié des cas de censure survenus dans le monde. A 567 reprises, l'administration royale a interdit la diffusion des informations dans les nombreuses publications et radios indépendantes du pays. Les journalistes entrés en résistance ont partiellement fait plier le roi, dans la rue ou devant les tribunaux. Cette mobilisation sans précédent a même abouti à une grève générale après la saisie des équipements d'une radio privée.

A l'image du Népal, l'Asie se débat contre les vieux démons du totalitarisme. La Corée du Nord, enfer des libertés, reste soumise à la propagande assourdissante orchestrée par Kim Jong-il. En Birmanie, les militaires contrôlent tout grâce à une censure préalable implacable. Tandis que la Chine populaire, puissance triomphante, maintient les journalistes dans une servilité partielle. Au Laos, les journalistes sont fonctionnarisés, sans aucune possibilité de contredire la ligne du parti unique.

Mais l'Asie est également une terre de démocratie. L'Inde confirme son attachement au pluralisme de l'information. Des dizaines de milliers de quotidiens, radios et télévisions privées informent un milliard d'habitants de plus en plus librement. L'Indonésie est également un espace de libertés, même si peu de médias se risquent encore à enquêter sur la corruption qui gangrène le pays. La Nouvelle-Zélande caracole en tête des pays asiatiques dans le classement mondial de la liberté de la presse établi chaque année par Reporters sans frontières, tandis que de nombreux journalistes australiens se sont sentis menacés par un projet de loi antiterroriste proposé par le gouvernement en septembre 2005. Celui-ci expose les journalistes à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison s'ils couvrent sans autorisation une opération de police ou parlent de la détention d'un suspect.

En Corée du Sud, malgré une nouvelle loi qui promeut «la responsabilité sociale» des médias, le gouvernement n'a pas cherché à affaiblir le pluralisme. A Taiwan, le président Chen Shui-ban a été tenté par un contrôle renforcé sur les médias d'opposition. Mais la liberté d'informer sur l'île menacée de réunification forcée par Pékin, reste une réalité incontournable.

#### LE JOURNALISME, UNE PROFESSION MAL ACCEPTÉE

De Kaboul à Bangkok, la liberté de la presse a été entravée en 2005 par des dirigeants élus, incapables d'accepter la critique ou de faire triompher le droit. Le président Hamid Karzaï a laissé croupir pendant près de trois mois le responsable d'une publication sur les femmes qui était accusé de blasphème par la justice conservatrice. En Thaïlande, le premier ministre Thaksin Shinawatra, allergique aux critiques, a multiplié les plaintes en diffamation contre les journalistes indépendants et les militants de la liberté de la presse. En Indonésie, le groupe de presse *Tempo* est harcelé par l'homme d'affaires Timo Winata qui tente d'obtenir des dommages et intérêts colossaux.

L'Inde s'impose peu à peu comme le géant asiatique de la liberté de la presse. La diversité de ses médias, écrits comme audiovisuels, s'accompagne d'un goût pour le journalisme d'investigation. Cette année, une chaîne de télévision privée a fait tomber une dizaine de députés après les avoir piégés dans une affaire de corruption. Tandis que les quarante mille journaux que compte le pays jouent un rôle vital dans la dénonciation des abus et des problèmes sociaux. Pour autant, la violence au Cachemire ou dans les Etats du Nord-Est rend difficile le travail de nombreux reporters.

Le voisin pakistanais est toujours tenté par la surveillance et la censure. Les services secrets militaires omniprésents continuent à s'en prendre aux journalistes d'investigation, tandis que la presse en ourdou est étroitement surveillée. Frappé par les djihadistes, le général-président Pervez Musharraf a renforcé le contrôle des médias radicaux, mais a fermé en même temps une radio FM accusée d'avoir retransmis un programme de la BBC World Service sur le tremblement de terre d'octobre.

La presse afghane a été bien malmenée. D'un côté, les taliban ont accru leurs attaques contre les médias. Un jeune journaliste radio a été tué par une mine, et le présentateur d'une émission religieuse a été gravement blessé. De l'autre, les conservateurs, regroupés autour du président de la Cour suprême, s'acharnent à coup de fatwas et de pressions contre la presse indépendante, notamment la chaîne privée *Tolo TV*, récompensée en 2005 par le prix Reporters sans frontières - Fondation de France.

Au Bangladesh, les terroristes djihadistes sont venus s'ajouter aux nombreux prédateurs de la liberté d'expression déjà présents dans le pays. Au moins 55 correspondants de presse ont été les cibles d'intimidations pour des articles jugés «non islamiques». Les militants des partis au pouvoir ne sont pas en reste. Menaces, passages à tabac, autodafés et plaintes abusives : les députés et ministres ne reculent devant rien pour tenter de faire taire la presse.

Le retour des tensions au Sri Lanka, véritable «guerre de l'ombre», a frappé de plein fouet les journalistes tamouls, visés par les groupes armés favorables ou non au gouvernement de Colombo. Des médias connus pour leurs enquêtes, comme *The Sunday Leader*, ont été victimes d'attentats et de menaces à répétition.

Au Bhoutan, le roi a annoncé vouloir abdiquer en faveur de son fils après les premières élections démocratiques prévues pour 2008. En attendant, l'administration royale a autorisé le lancement de publications privées. D'autres royaumes, comme le sultanat du Brunei et le Tonga, accordent peu d'espace à une presse indépendante.

#### UN VENT DE LIBERTÉ RÉPRIMÉ EN CHINE

La Chine populaire, véritable «cancer de la démocratie» en Asie, cumule des violations massives de la liberté d'expression. La police politique s'est attaquée aux journalistes chinois travaillant pour des médias étrangers. Zhao Yan, prix Reporters sans frontières – Fondation de France 2005, et Ching Cheong risquent la peine de mort sur la base d'accusations ne s'appuyant sur aucune preuve.

Le président Hu Jintao et le Département de la publicité (anciennement de la propagande) ont poursuivi leur reprise en main des médias libéraux. Après le groupe de presse Nanfang à Canton, le Parti communiste s'est attaqué au quotidien *Les Nouvelles de Pékin*. En même temps, la censure des informations diffusées sur Internet s'est rationalisée, avec une volonté de faire disparaître du réseau toute référence aux problèmes sociaux. Comme le résume un directeur de publication, le gouvernement autorise «à divertir et à inciter à consommer». Malgré les promesses, les correspondants étrangers sont toujours soumis à un strict contrôle quand ils abordent des sujets sensibles. Au moins seize d'entre eux ont été interpellés ou malmenés par la police.

Hong Kong et Macao continuent à profiter d'un statut particulier. Même si les sujets gênants pour Pékin sont évités par une presse majoritairement détenue par des groupes qui investissent en Chine populaire. Une mystérieuse tentative d'assassinat a visé le rédacteur en chef d'un journal indépendant de Hong Kong.

En Mongolie, la presse travaille dans de relativement bonnes conditions. Même si les médias publics sont toujours étroitement contrôlés par le gouvernement. Tandis qu'au Japon, les journalistes free-lance et les correspondants étrangers sont toujours victimes du système discriminant des kisha clubs.

#### DIX-SEPT JOURNALISTES ASSASSINÉS

Pour la troisième année consécutive, les Philippines, avec sept assassinats, se classent en deuxième position, après l'Irak, dans la liste noire des pays les plus dangereux pour la presse. Malgré l'arrestation et la condamnation de certains assassins, notamment le policier qui avait abattu Edgar Damalerio en 2002, les journalistes sont toujours très exposés quand ils dénoncent la corruption et les trafics.

De même, au Bangladesh (2 journalistes tués), au Sri Lanka (2), au Népal (2) et au Pakistan (2), les crimes contre la presse se perpétuent car l'impunité est la règle. A Colombo, le célèbre journaliste tamoul Sivaram, directeur du site tamilnet.com, a été exécuté en avril. Il se savait menacé pour sa couverture sans concession de la situation politico-militaire. Relangi Sevaraja, la présentatrice d'un programme télévisé critique des Tigres tamouls, a été abattue dans une rue de la capitale. Aucun de ces deux crimes n'a été revendiqué et la police n'a jamais identifié les responsables. Au Katmandou, le directeur d'une publication locale a été assassiné pour ses articles sur des hommes d'affaires. Un autre journaliste est mort en prison, faute de traitements adéquats. Au Pakistan, deux reporters travaillant pour des médias occidentaux ont été tués dans une embuscade dans la zone tribale du Sud Waziristan. Les groupes taliban et les forces de sécurité se sont rejetés la responsabilité de cet attentat au cours duquel le correspondant de l'AFP a également été blessé.

Le rythme infernal des menaces de mort et des agressions au Bangladesh, Népal et Philippines rend plus que difficile la vie de centaines de journalistes. Aux Philippines, les menaces arrivent par SMS. Tandis qu'au Bangladesh, les groupes armés adressent des lettres dûment estampillées aux journalistes ou aux clubs de la presse. Les 583 cas d'agressions et de menaces en Asie représentent plus de la moitié de ce type d'affaires recensées dans le monde en 2005.

Les autorités et les hommes d'affaires ont de plus en plus souvent recours aux plaintes en diffamation pour se venger d'enquêtes compromettantes ou pour mettre en difficulté des médias trop libres. Signe de temps un peu plus civilisés, cette nouvelle tendance en Asie n'en reste pas moins une menace très sérieuse pour la liberté d'informer. Dans l'écrasante majorité des pays, on risque toujours la prison en cas de délit de presse. A Singapour, les journalistes et les opposants vivent avec la hantise d'amendes aux montants exorbitants.

La presse asiatique est également confrontée à la censure : au moins 745 cas en 2005 (près des deux tiers des affaires survenues dans le monde). Au Népal, toutes les publications et les radios ont été censurées à plusieurs reprises. En Chine, le parti communiste adresse aux responsables de rédactions des listes de sujets à éviter. Quand il s'agit de traiter des activités des autorités, les dépêches de la très officielle agence de presse *Xinhua* sont reprises *in extenso*, sans changer une virgule. A Rangoon, le Bureau de la censure, contrôlé par les militaires, relit tout avant publication. En 2005, les censeurs se sont attaqués aux avis de décès quand ils mentionnaient des organisations internationales comme les Nations unies. Et au Viêt-nam, un magazine jugé trop libéral a été interdit dès son troisième numéro.

En matière de liberté de la presse, les écarts se creusent dramatiquement en Asie. Les journalistes de la région connaissent le meilleur comme le pire. Mais, quelle que soit leur nationalité, ils ont prouvé que, placés en première ligne dans le combat pour la démocratie, ils étaient extrêmement attachés à leur devoir d'informer.

Vincent Brossel  
Responsable du bureau Asie-Pacifique

## AFGHANISTAN

---

Les médias afghans ont joué un rôle clef dans la préparation des élections législatives de septembre 2005, les premières depuis la chute des taliban. Au même moment, les violences et les intimidations se multipliaient contre la presse dans tout le pays. Un jeune reporter a été tué et une dizaine d'autres ont été agressés en 2005.

Les conservateurs religieux qui s'appuient sur le caractère «islamique» de la Constitution de 2004, tentent de faire taire les voix critiques. Ainsi, Ali Mohaqiq Nasab a été condamné par un tribunal de Kaboul à deux ans de prison. A l'issue d'un procès partial, le rédacteur en chef du magazine *Haqq-e-Zan* (Droits des femmes), a été reconnu coupable de blasphème pour avoir reproduit des articles condamnant des pratiques archaïques telles que la lapidation.

La Cour suprême et le Conseil des oulémas, bastions des conservateurs, constituent les principales résistances à l'émergence d'un pluralisme de l'information. Tout au long de l'année, ils ont mené campagne contre la télévision câblée, Internet et les femmes journalistes. Ainsi, en mars, le président de la Cour suprême, Fazl Hadi Shinwari, a exigé l'interdiction des chaînes de télévision jugées anti-islamiques, notamment la station privée hert-

zienne, *Tolo TV*, lauréate du prix Reporters sans frontières - Fondation de France 2005.

De leur côté, les taliban, très actifs dans le Sud-Est, ont relancé clandestinement *La Voix de la Charia*, seule radio autorisée pendant leur règne. Les partisans du mollah Omar, ainsi que des hommes de main de certains chefs de guerre, ont frappé la presse. Un jeune reporter a été tué dans un attentat, le présentateur d'une émission religieuse a échappé à une tentative d'assassinat et plusieurs locaux abritant des médias ont été plastiqués. Si ces attaques ne remettent pas en cause la liberté de ton dont les médias afghans jouissent, la recrudescence des violences nuit à une couverture libre de l'actualité, notamment dans certaines régions. Par ailleurs, la nervosité des forces armées internationales, particulièrement nord-américaines, ne facilite pas le travail des reporters afghans et étrangers.

Dans un pays où près de 65 % de la population est analphabète, les télévisions et les radios sont stratégiques. Ainsi, il existe désormais au moins 59 radios sur la bande FM. En revanche, la presse écrite est affaiblie par des problèmes financiers récurrents. De nombreuses publications dépendent matériellement de partis politiques, d'organisations non gouvernementales ou de groupes religieux.

## AUSTRALIE

---

La réélection du conservateur John Howard au poste de Premier ministre a été immédiatement suivie de la préparation de nouvelles lois qui pourraient se révéler liberticides. Ainsi, la loi anti-terroriste proposée par le gouvernement en septembre 2005 interdit de couvrir une opération de police, de parler de la détention d'un suspect ou d'invoquer le secret des sources dans des affaires de terrorisme. Les journalistes s'exposent à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison en cas d'in-

fraction.

La presse australienne est pluraliste, malgré des problèmes récurrents de concentration des médias, mais elle est aussi confrontée aux défis de la liberté de la presse inhérents à une démocratie. Ainsi, deux journalistes du *Herald Sun* risquent la prison car ils refusent de révéler leurs sources. De même, plusieurs reporters ont été empêchés d'enquêter sur la situation dans les prisons et les camps de détention des demandeurs d'asile.

## BANGLADESH

---

Une vague d'attentats islamistes et maoïstes a frappé de plein fouet un pays déjà touché par une violence politique endémique. Cette année encore, la presse n'a pas été épargnée. Trois journalistes ont été tués et au moins 95 autres ont été agressés. L'alliance conservatrice au pouvoir accuse la presse indépendante de tous les maux.

Après avoir longtemps minimisé l'existence de groupes djihadistes dans le pays, le gouvernement d'alliance entre conservateurs et islamistes a été contraint de reconnaître l'étendue du danger. Après une série d'attentats-suicides visant des juges, des policiers et des journalistes, le ministre de l'Intérieur, Lutfuzzaman Babar, a reconnu qu'il s'agissait d'un «défi». Pourtant, c'est bien ce ministre et son prédécesseur qui ont mené la répression contre les journalistes et les militants des droits de l'homme qui enquêtaient sur cette nouvelle menace.

Par ailleurs, 55 correspondants de presse ont été les cibles d'intimidations pour des articles jugés «non islamiques» par des groupes armés. Les militants des partis au pouvoir ne sont pas en reste. Menaces, passages à tabac, autodafés et plaintes abusives : les

députés et ministres ne reculent devant rien pour tenter de faire taire la presse. Au cours de l'année, plus de 70 journalistes ont été contraints de fuir leur ville sous la menace.

Malgré la violence et les pressions, les médias et surtout les quotidiens nationaux continuent d'enquêter sur la corruption et le népotisme qui fragilisent toute la société. En dehors de la *BBC World Service*, les radios indépendantes restent très peu nombreuses sur la bande FM. Le pays compte quatre chaînes de télévision privées, mais leurs licences sont toujours conditionnées à une certaine docilité vis-à-vis du pouvoir.

La violence contre la presse est particulièrement forte dans la région de Khulna (sud-ouest du pays) où des groupes armés d'inspiration maoïste s'en prennent aux «ennemis de classe». Deux journalistes y ont été assassinés en 2005.

Les journalistes ne sont pas exempts de critiques, notamment du fait de la politisation de certains médias et de la corruption liée à des salaires de misère.

## BIRMANIE

---

Les généraux birmans ont transféré, pour des raisons inexplicables, la capitale du pays à Pinyinana, une ville isolée dans les montagnes, dans le centre du pays. Mais la junte a surtout relancé ses attaques contre le mouvement démocratique, en maintenant Aung San Suu Kyi en résidence surveillée, et plusieurs milliers de prisonniers politiques, dont le célèbre journaliste Win Tin, en détention.

Sept journalistes ont bénéficié de remises de peine pendant les vagues de libération de janvier et de juillet 2005. Parmi eux, Sein Hla Oo, détenu près de onze ans dans des conditions très difficiles. En revanche, Win Tin, dont le nom a pourtant été inscrit sur la liste des libérés, n'a pas été relâché par les autorités qui semblent craindre l'influence de ce proche conseiller d'Aung San Suu Kyi, condamné à vingt ans de prison. Depuis 16 ans, cet homme, âgé de 75 ans, n'est pas autorisé à lire ou à écrire dans sa cellule de la prison d'Insein.

La Birmanie est également le paradis des censeurs. Les ciseaux à la main, les agents de la Division de la surveillance et de l'enregistrement de la presse contrôlent avant publication tout article, éditorial, caricature, publicité, illustration. En 2005, ils ont

même commencé à éplucher les avis de décès publiés dans les journaux birmans. Ils en éliminent toute référence aux Nations unies, accusées de vouloir renverser le gouvernement. Plus grave, les autorités censurent toute information indépendante sur la réalité de l'épidémie de grippe aviaire. Les diplomates de la région s'inquiètent de ce «trou noir» de l'information sur le virus H5N1.

En Birmanie, un journaliste peut écopier de sept ans de prison pour le simple fait de posséder, sans autorisation, un fax, une caméra vidéo, un modem ou un exemplaire d'une publication interdite. Il est également interdit de regarder la première chaîne de télévision indépendante en birman, *DVB TV*, qui émet par satellite depuis la Norvège.

Les pressions internationales sur la Birmanie ont renforcé la paranoïa du pouvoir militaire en place depuis 1988. A l'occasion de la fête nationale, fin novembre, le général Than Shwe a appelé ses compatriotes à «être extrêmement vigilants» car les puissances occidentales essaient de dominer les autres à travers les médias et les droits de l'homme. Le nombre de visas accordés à des journalistes étrangers a été drastiquement réduit en 2005.

## CAMBODGE

---

**M**auvaise année pour la liberté de la presse. Le Premier ministre Hun Sen, habitué à qualifier les journalistes de «chasseurs de grenouilles», s'est attaqué aux voix les plus critiques. Le chef du gouvernement a harcelé les journalistes qui enquêtaient sur la signature d'un accord frontalier polémique avec le Viêt-nam.

L'arrestation en octobre 2005 de Mam Sonando, directeur de l'une des rares radios indépendantes du pays, a jeté un doute sur les intentions du gouvernement. Accusé d'avoir diffamé le Premier ministre en interviewant un opposant basé en France sur la question frontalière, le fondateur de

*Sombok Khmum* (Ruche FM 105), est accusé de «diffusion de fausses nouvelles» et d'«incitation au crime». Au 1er janvier 2006, Mam Sonando était toujours emprisonné dans des conditions difficiles.

Dans la foulée, les proches de Hun Sen ont menacé d'arrestation deux correspondants des radios internationales *Voice of America* et *Radio Free Asia*, contraints de fuir le pays.

En 2005, *Radio France Internationale*, et notamment ses programmes en khmer, a été autorisée à diffuser en FM dans la capitale. De son côté, le quotidien francophone *Cambodge Soir* a fêté ses dix ans.

## CHINE

---

Confronté à une contestation sociale grandissante et à des journalistes de moins en moins dociles, le gouvernement a choisi d'imposer un black-out de l'information. La presse est contrainte à l'autocensure, Internet est épuré et les médias étrangers tenus à l'écart.

Les arrestations de journalistes, notamment de collaborateurs chinois de médias étrangers, se sont poursuivies en 2005. Ching Cheong, reporter hongkongais d'un quotidien singapourien, a été emprisonné pour «espionnage». De même, Zhao Yan, collaborateur du *New York Times*, récompensé par le prix Reporters sans frontières - Fondation de France 2005, va être jugé pour «divulgaration de secrets d'Etat.» Au Tibet, cinq moines, auteurs d'une publication clandestine, ont été arrêtés, tandis qu'au Xinjiang musulman, le directeur d'une revue littéraire a été condamné à trois ans de prison. Au 1er janvier 2006, au moins 32 journalistes étaient détenus dans le pays.

Chaque jour, les rédacteurs en chef des médias chinois reçoivent du Département de la propagande, rebaptisé Département de la publicité, la liste des sujets interdits. Manifestations de paysans, de chômeurs ou de Tibétains, rien n'échappe aux censeurs qui entretiennent un climat de peur au sein des rédactions. Ainsi, quand l'armée tire sur des villageois en décembre, des mesures draconiennes sont mises en place : la presse n'a le droit de publier que les informations de la très officielle agence de presse *Xinhua*, les reporters étrangers sont persona non grata dans la région et toute référence au village est gommée du Web.

De même, l'annonce de la mort de l'ancien premier ministre Zhao Ziyang, déchu depuis 1989, est

bannie par le pouvoir. Son nom est absent des télévisions, des forums de discussion et des moteurs de recherche. En décembre, la presse n'a pas été autorisée à publier un mot sur la mort en exil du journaliste Liu Binyan, surnommé la «conscience de la Chine».

En 2005, au moins seize journalistes étrangers ont été interpellés par la police alors qu'ils enquêtaient sur des sujets sensibles. La Chine populaire n'a pris aucun engagement pour garantir leur liberté de travail avant les Jeux olympiques de 2008.

La télévision et la radio sont encore plus contrôlées que la presse écrite. Le Département de la publicité a ainsi sanctionné des présentateurs de *Guangdong TV*, jugés trop libres. Les chaînes étrangères ne sont pas accessibles pour la majorité des citoyens. Elles sont censurées quand elles abordent la situation des droits de l'homme, Taiwan ou le mouvement spirituel Falungong.

Un directeur de publication est catégorique : le gouvernement autorise «à divertir et à inciter à consommer». C'est également dans ces secteurs que les groupes de presse étrangers ont le droit d'investir. Malgré les promesses annoncées lors de son adhésion à l'OMC, la Chine n'a toujours pas ouvert son marché aux médias d'information étrangers.

A Hong Kong, les journalistes restent libres, bien qu'un sondage ait révélé que près de la moitié de la population pense qu'ils s'autocensurent. Les autorités ont été, pour l'instant, incapables d'élucider une tentative d'assassinat, par lettre piégée, qui visait le rédacteur en chef du quotidien *Ming Pao*.

## CORÉE DU NORD

---

**E**n 2005, le pouvoir a invité une poignée de journalistes étrangers pour couvrir les matchs qualificatifs de l'équipe nationale pour la Coupe du monde 2006. Mais les Nord-Coréens vivent toujours sous le règne d'une propagande entièrement dédiée au culte de la personnalité de Kim Jong-il et du socialisme.

Kim Jong-il trône en couverture du manuel des étudiants en journalisme intitulé «Le grand professeur des journalistes». Il est précisé que «le Cher leader est toujours auprès des journalistes et leur enseigne en détail comment résoudre les problèmes. Le Cher leader les incite à écrire d'excellents articles qui suscitent l'approbation des masses».

Toute la presse nord-coréenne, notamment le *Rodong Shinmun* (Le Journal des travailleurs), l'agence de presse *Korean Central News Agency*, la télévision nationale *JoongAng Bang Song*, est sous le contrôle direct de Kim Jong-il. Chaque journaliste est endoctriné afin de pouvoir restituer, sans erreurs, la grandeur du président défunt Kim Il-sung et de son fils Kim Jong-il. La presse est également chargée de démontrer la supériorité du socialisme nord-coréen sur la corruption bourgeoise et impérialiste. Une erreur de frappe coûte cher : plusieurs journalistes nord-coréens ont été envoyés dans des camps de «révolutionnisation» pour une simple faute d'orthographe. Par ailleurs, Song Keum-chul, de la télévision d'Etat, a été incar-

céré dans un camp de concentration fin 1995, pour avoir mis en place un petit groupe de journalistes critiques. On est sans nouvelles de lui depuis cette date.

En novembre 2005, l'agence de presse officielle a annoncé que la chaîne américaine *CMW* avait «creusé sa propre tombe» après la diffusion d'un reportage sur la situation des droits de l'homme en Corée du Nord. On y voyait notamment une exécution publique. Les autorités de Pyongyang ont interdit l'entrée du pays à la chaîne d'Atlanta. En revanche, en mai, une équipe de la télévision américaine *ABC* a été autorisée à réaliser un reportage sur les réformes économiques.

En Corée du Sud, les médias dirigés par des transfuges nord-coréens se sont consolidés. Le quotidien en ligne *Dailynk.com* ou la radio *Freedom NK* tentent d'informer leurs compatriotes, malgré le développement extrêmement limité d'Internet et le brouillage des ondes.

Malgré les campagnes policières de vérification des postes radio (chaque appareil, mis sous scellés, ne peut être réglé que sur les fréquences des radios officielles), un nombre de plus en plus important de transistors entrent par la frontière chinoise. Ils permettent à certains d'écouter les émissions des radios sud-coréennes ou de *Radio Free Asia*.

## CORÉE DU SUD

---

**H**ormis l'adoption, en juillet 2005, d'une nouvelle loi qui comporte des articles liberticides, notamment sur la «responsabilité sociale» des médias, le gouvernement de Roh Moo-hyun n'a pas déclenché de grande offensive contre la presse.

Accusée de tous les maux par les partisans du président de la République, la presse conservatrice représentée par les trois quotidiens *Chosun Ilbo*, *Dong-a Ilbo* et *JoongAng Ilbo* était tout particulièrement visée par la nouvelle loi sur la presse. Contraints de créer en leur sein des «comités de publication» incluant des salariés et de réformer leur système de vente, ces journaux continuent cependant de dominer largement le marché.

En juillet, la chaîne *MBC* a révélé l'existence, dans les années 1990, d'écoutes clandestines, notamment de journalistes. Mais Lee Sang-ho, auteur du scoop, a été convoqué par le parquet pour avoir violé la vie privée des personnes écoutées par les services secrets.

Cette affaire a, par ailleurs, confirmé que les services secrets surveillent régulièrement des journalistes. En août, la rédaction du quotidien *MoonHwa Ilbo* s'est plainte que les téléphones de ses journalistes étaient écoutés suite à la publication d'une enquête sur la corruption au sein d'un département des services secrets.

Enfin, la loi sur la sécurité nationale permet toujours au gouvernement de censurer des publications ou de bloquer l'accès à des sites Internet jugés favorables à la Corée du Nord.

## INDE

---

Les médias, notamment électroniques, profitent d'un climat favorable à la liberté de la presse pour se développer. Dans les régions agitées par des mouvements armés séparatistes ou maoïstes, les journalistes sont régulièrement pris entre deux feux.

En décembre, une dizaine de députés ont été contraints de démissionner après avoir été filmés par des journalistes de la chaîne de télévision privée *Aaj Tak* en train d'accepter des pots-de-vin. La presse d'investigation reste marginale, mais elle n'a pas peur de s'attaquer aux «puissants».

Après des années de protectionnisme, le gouvernement de New Delhi a autorisé les groupes de presse étrangers à prendre des parts dans des médias indiens. De rares licences ont par ailleurs été accordées à des radios privées.

Au Cachemire, malgré le processus de paix en cours, la violence n'a pas cessé. Une dizaine de reporters ont été agressés par la police au cours de l'année 2005. Au moins cinq autres ont été blessés lors d'attentats aveugles perpétrés par des séparatistes radicaux. Tandis que le directeur du quotidien *The Great Kashmir* a été victime d'un harcèlement judiciaire de la part des autorités locales.

Dans l'Etat d'Andhra Pradesh (sud-est du pays), le gouvernement a lancé une offensive contre les groupes maoïstes. Accusé sans preuves de soutenir intellectuellement ce mouvement armé, N. Venugopal, directeur d'un bimensuel régional, a passé deux semaines en prison.

Dans l'Etat voisin du Chhattisgarh, les autorités ont adopté une ordonnance sécuritaire qui permet d'emprisonner, pour des périodes allant d'un à trois ans, des journalistes qui auraient couvert les activités des maoïstes.

## INDONÉSIE

---

Malgré des déclarations favorables à la liberté de la presse, le président Susilo Bambang Yudhoyono n'a pas pris de mesures significatives pour la consolider. Au contraire, les peines prévues par le code pénal pour des délits de presse ont été renforcées et une nouvelle loi antiterroriste accorde des pouvoirs très larges aux forces de sécurité.

Relativement épargnée par la violence qui sévit dans le pays, la presse doit faire face à la multiplication des plaintes en diffamation. Deux journalistes d'un hebdomadaire de l'île de Sumatra ont été incarcérés après avoir été condamnés à neuf mois de prison. Malgré les recommandations du président de la Cour suprême, les magistrats préfèrent juger les journalistes en vertu du code pénal plutôt que de la loi sur la presse, plus libérale.

Les hommes d'affaires ou les politiciens mobilisent parfois des foules de partisans pour intimider les médias. En juin 2005, le principal quotidien de l'île de Sulawesi, *Radar Sulteng*, a été contraint de cesser temporairement de paraître suite à des manifestations de plusieurs milliers de personnes devant ses bureaux.

Le gouvernement a engagé une réforme du code pénal pour y inclure des peines de prison plus lourdes pour des délits de presse, notamment la diffamation et la divulgation de secrets d'Etat. Pour répondre aux attentats terroristes du mouvement islamiste Jemaah Islamiya, les autorités ont accordé de nouveaux pouvoirs de contrôle (notamment de surveillance des communications) aux forces de

sécurité. De nombreux témoignages ont confirmé que cette surveillance était souvent étendue à la presse étrangère basée à Jakarta.

Le tremblement de terre et le tsunami qui ont ravagé Aceh (nord de Sumatra), en décembre 2004, ont paradoxalement permis d'ouvrir la province à la presse étrangère. Malgré certaines restrictions imposées par l'armée, avec une demi-douzaine d'interpellations ou d'expulsions de journalistes, l'attention internationale a permis de briser le black-out de l'information imposé depuis plus d'un an dans la région. Les médias d'Aceh, notamment le quotidien *Serambi Indonesia*, se sont illustrés en apportant aux survivants du tsunami des informations sur l'aide fournie par les organisations internationales et le gouvernement.

De plus, l'accord de paix d'août 2005 entre le gouvernement et la guérilla acehnaise a eu des effets bénéfiques pour la liberté de la presse. Les médias y sont de moins en moins les cibles des forces de sécurité et des séparatistes.

Dans un pays gangrené par la corruption, la presse n'est pas épargnée. L'Alliance des journalistes indépendants (AJI) a lancé, en décembre, une campagne contre la corruption au sein de la profession. Elle accuse des officiels et des entreprises de débloquer des budgets pour acheter des reportages positifs, et des confrères de pratiquer le «journalisme d'enveloppe». De son côté, le gouvernement a une nouvelle fois repoussé l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information qui pourrait permettre à la presse de mieux enquêter sur la corruption.

## LAOS

---

Rien ne bouge au Laos. La presse, sous le contrôle direct du ministère de l'Information et de la Culture, sert la propagande du parti unique. Seules les publications anglophone, *Vientiane Times*, et francophone, *Le Rénovateur*, publient parfois des informations qui s'écartent de la ligne officielle. Une grande partie de la population s'informe grâce aux médias thais ou aux radios internationales qui diffusent des programmes en lao.

Les forces de sécurité tentent d'empêcher la presse étrangère d'entrer en contact avec les groupes isolés de la guérilla Hmong. Un reportage diffusé en 2005 par la chaîne de télévision France

2 a créé un mouvement de sympathie envers ces populations décimées par l'armée lao. La rediffusion de ce programme par TV5 a été interrompue au Laos.

Deux Hmongs sont toujours emprisonnés à Vientiane pour avoir servi de guides, en 2003, au journaliste belge Thierry Falise et au cameraman français Vincent Reynaud. Le 30 juin 2003, Thao Moua et Pa Phue Khang avaient été condamnés pour «obstruction à la justice» et «possession d'armes» à la suite d'un procès, jugé inéquitable par Amnesty International, à des peines de 12 et 20 ans de prison.

## MALDIVES

---

Confronté à un mouvement de contestation politique et sociale, le président Maumoon Abdul Gayoom a choisi la manière forte : répression policière et censure de l'information. Ainsi, le leader démocrate et journaliste Mohamed Nasheed a été arrêté quelques semaines après son retour d'exil. La rédaction du quotidien *Minivan*, lancé en juillet 2005 par des proches du Parti démocratique maldivien, a dû faire face à des plaintes et des arrestations à répétition.

La condamnation à dix ans de prison de la journaliste Jennifer Latheef a marqué une nouvelle étape dans la répression contre la presse d'opposition. *Minivan*, qui employait la jeune femme, a été contraint de paraître, en août, sous la forme de photocopies après que son imprimeur a été

menacé par les services de sécurité. Auparavant, deux journalistes et un photographe de la rédaction avaient été arrêtés. Au total, cinq reporters de *Minivan* sont sous le coup d'une procédure judiciaire. Un mandat d'arrêt a été lancé contre la rédactrice en chef, Aminath Najeeb.

Lors des élections législatives de janvier, les médias gouvernementaux, notamment *La Voix des Maldives*, n'ont accordé qu'une place très réduite à l'opposition. Le journal le plus important, *Haveeru*, est contrôlé par l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports. Le quotidien *Aafathis* appartient au beau-frère du président Gayoom, tandis que le troisième quotidien, *Miadhru Daily*, est contrôlé directement par le chef de l'Etat. C'est le ministre de l'Information, Ahmed Abdullah, qui dirige la rédaction.

## NÉPAL

---

**A**vec son coup d'Etat du 1er février 2005, le roi Gyanendra a tenté par la force de détruire quinze années d'acquis pour la liberté de la presse. Mais les médias indépendants, pourtant massivement censurés et harcelés, ont résisté. De leur côté, les maoïstes ont poursuivi leur politique d'intimidation à l'encontre des journalistes qui dénoncent leurs abus.

Le 1er février 2005, le roi, tenté par un retour à la monarchie absolue, a engagé une guerre totale contre la presse. L'armée a investi les rédactions pour imposer la censure et les radios FM ont été interdites de diffuser toute information. Le gouvernement a également coupé les communications. La levée de l'état d'urgence, fin avril, n'a pas réellement amélioré la situation. En 2005, le Népal a concentré, à lui seul, plus de la moitié des cas de censure survenus dans le monde. Reporters sans frontières en a relevé 567 dans le pays, tandis que 145 journalistes ont été agressés ou harcelés.

Face à la censure et aux licenciements massifs, la communauté des médias a fait preuve de courage, manifestant presque tous les jours, malgré la répression des forces de l'ordre. Pendant la seule journée du 16 septembre, 87 professionnels de l'information ont été interpellés, dont une dizaine sous les coups de matraque de la police. Fin octobre, une grève générale a été décrétée après une descente de police dans les locaux de la radio indépendante *Kantipur FM*.

Le gouvernement a usé de tous les moyens à sa disposition pour tenter de mettre la presse privée à genoux : interférences dans l'indépendance éditoriale (une quinzaine de journalistes licenciés suite à des pressions), répartition partielle de la publicité publique, augmentation des coûts d'affranchissement pour les journaux, perturbation de la distribution, menace de non-renouvellement des licences des chaînes de télévision et des radios, etc.

Les médias ont défendu leurs droits devant la justice. La Cour suprême a pris des positions favorables à la liberté de la presse, demandant la libération de journalistes et défendant le droit des radios à diffuser des nouvelles. En revanche, les mêmes juges ont validé l'Ordonnance relative aux médias, promulguée en octobre, qui met en place un contrôle strict sur l'activité journalistique et la propriété des médias. Le montant des amendes pour diffamation est multiplié par dix.

Dans les zones tenues par les maoïstes - près de la moitié du territoire -, les journalistes sont particulièrement exposés. Les rebelles ont continué à détruire des infrastructures de médias, comme les bureaux de la télévision publique près de Nepalgunj (Sud-Ouest). Menacés de représailles par les maoïstes ou les forces de sécurité, plus d'une dizaine de reporters se sont réfugiés dans les grandes villes.

## PAKISTAN

---

Le général-président Pervez Musharraf s'en est pris alternativement aux médias qui contestent son alliance avec les Etats-Unis et à la presse d'investigation qui dénonce la corruption et les abus de pouvoir. Le travail des journalistes dans les zones tribales et au Cachemire est toujours aussi dangereux.

En mai 2005, le Parlement a adopté des amendements ambigus à la loi sur les médias électroniques. Ils libéralisent le secteur, mais ils donnent aux autorités le pouvoir de saisir du matériel, de retirer des licences, d'initier des enquêtes et de procéder à des arrestations sans mandat. Toute violation de ce texte peut entraîner des peines allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement. En novembre, la police a appliqué la loi : la station *Mast FM 103* a été fermée pour avoir rediffusé un programme spécial sur le tremblement de terre du service en ourdou de la *BBC World Service*.

Durement frappé par le terrorisme djihadiste, le Pakistan peut compter sur une presse dynamique et pluraliste. Les publications en anglais sont moins contrôlées que les journaux populaires en ourdou. Mais les journalistes d'investigation sont toujours les cibles des services de sécurité militaires qui n'hésitent pas à harceler ceux qui les dérangent. Ce fut le cas de Rashid Channa, un journaliste confirmé du quotidien *Star*, retenu pendant plusieurs heures à Karachi.

En revanche, une Cour spéciale de Quetta a abandonné, en mars, les poursuites contre le journaliste Khawar Mehdi Rizvi qui avait été détenu au secret et torturé pendant plusieurs semaines par l'armée pour avoir accompagné deux reporters français à la frontière afghane en 2003. Contraint

de fuir son pays, le journaliste avait été accusé par le général Pervez Musharraf d'avoir trahi son pays pour «quelques dollars».

Dans les zones tribales, deux correspondants de médias étrangers ont été tués. L'enquête n'a jamais abouti. Menacés par les taliban, les journalistes doivent également composer avec la surveillance et les obstructions de l'armée. En décembre, le correspondant de deux quotidiens nationaux a été enlevé dans des conditions mystérieuses au Waziristan. Il venait de contredire la version officielle sur la mort d'un chef d'Al-Qaida.

De même, au Cachemire, ravagé par un tremblement de terre le 8 octobre 2005, la presse locale a peu de libertés. Après avoir largement facilité l'accès aux centaines de journalistes pakistanais et étrangers, l'armée a imposé en décembre, certaines restrictions au déplacement des reporters. Une équipe de la *BBC* a notamment été refoulée d'une zone reculée.

Plus généralement, les autorités ne voient pas d'un très bon œil les investigations des journalistes étrangers. En août, deux réalisateurs suédois et un troisième, britannique d'origine afghane, ont été détenus pendant deux semaines pour avoir tourné des images près d'une base militaire. Malgré le réchauffement des relations avec l'Inde, un journaliste de New Delhi a été refoulé en juillet.

Confrontées à une presse radicale qui encense le djihadisme, les autorités ont mené en juillet une vaste opération à Karachi visant à fermer des «médias de la haine». Mais les perquisitions et les arrestations ont également touché des journalistes moins radicaux.

## PHILIPPINES

---

Sept assassinats et autant de tentatives avortées, les journalistes philippins paient le prix fort pour leur liberté de ton. Malgré un renforcement des moyens dans la lutte contre ces violences, le gouvernement peine à rétablir la confiance. La présidente Gloria Arroyo, affaiblie par divers scandales, a tenté d'empêcher la presse de faire son travail de garde-fou de la démocratie.

Le 29 novembre 2005, l'ancien policier Guillermo Wapile a été condamné à la réclusion à perpétuité pour l'assassinat, en 2002, du journaliste Edgar Damalerio. Cette victoire sur l'impunité a été vite éclipsée par le meurtre, trois jours plus tard, du jeune journaliste de radio George Benaojan sur l'île de Cebu.

Après l'Irak, les Philippines sont le pays le plus dangereux au monde pour les journalistes. Ils y sont assassinés, comme Marlene Esperat, en mars, pour leurs enquêtes sur la corruption, mais également pour leurs critiques virulentes des autorités locales. Ainsi, le journaliste Philip Agustin a été abattu

sur ordre du maire de Dingalan qui ne supportait plus ses attaques.

Ces assassinats sont souvent précédés de menaces par SMS ou d'envois de colis macabres. La directrice de publication d'un magazine politique, Glenda Gloria, a reçu à son domicile, en août, une couronne de fleurs funéraires, signée «De vos fidèles amis».

Les politiciens et les fonctionnaires mis en cause par la presse locale emploient d'autres moyens, moins radicaux, pour faire taire les critiques. En 2005, au moins cinq journalistes, dont Raffy Tulfo, auteur de la rubrique «Tirer pour tuer» d'un journal local, ont été condamnés à des peines de prison pour diffamation. Par ailleurs, quatre médias ont été fermés, comme la station *dxVR FM* qui a vu sa licence retirée, en juillet, par le maire d'une ville de l'île de Mindanao.

Confronté à des guérillas communiste et islamiste, le gouvernement, poussé par l'armée, a inclus dans une loi antiterroriste controversée, l'interdiction faite à la presse d'interviewer les «groupes terroristes».

## SINGAPOUR

---

Plus d'un an après son arrivée au pouvoir, le Premier ministre Lee Hsien Loong, fils de l'homme fort du pays, Lee Kuan Yew, n'a amorcé aucune libéralisation des médias. Malgré quelques déclarations en faveur d'une société «ouverte», le parti au pouvoir n'autorise toujours pas la critique.

Interrogé par la presse internationale sur la place de Singapour (140e sur 167) dans le classement mondial de la liberté de la presse 2005 établi par Reporters sans frontières, le ministre Goh Chok Tong a déclaré qu'il s'agissait d'une «mesure subjective calculée avec le prisme des libéraux occidentaux». Il a également défendu le modèle singapourien de contrôle des médias, en affirmant notamment qu'une presse trop libre n'était pas «forcément bonne pour tous les pays».

Relativement indépendante sur l'actualité régionale ou internationale, la presse singapourienne, toujours contrôlée par des proches de Lee Kuan Yew, est la proie d'une autocensure féroce sur la politique domestique. Le gouvernement menace les journalistes, les médias étrangers et les opposants de plaintes en diffamation assorties de demandes de dommages et intérêts aux montants vertigineux.

Le gouvernement utilise une dizaine de lois liberticides, notamment celles sur l'attribution des licences de publications, sur les films, sur les animateurs de sites Internet religieux et politiques, et sur la sécurité nationale, pour réprimer les voix critiques.

Ainsi, le jeune réalisateur indépendant Martyn See a été accusé d'avoir violé la loi sur les films en diffusant un documentaire «partisan». En août, la police a saisi toutes les copies de son film intitulé «Singapore Rebel», qui dresse le portrait de l'homme politique d'opposition Chee Soon Juan, et le matériel vidéo qui a permis de le réaliser. Pour ce documentaire, Martyn See risque une peine allant jusqu'à deux ans de prison ou une amende de près de cinq cent mille euros.

En 2005, le site d'information financière FinanceAsia.com, basé à Hong Kong, a présenté des excuses et a accepté de payer des compensations après que les autorités avaient menacé de porter plainte. Le site avait publié un article sur une société d'investissement singapourienne, proche du gouvernement.

## SRI LANKA

---

Le climat de guerre larvée entre les forces de sécurité et les Tigres tamouls (LTTE) a eu des conséquences très néfastes sur la situation sécuritaire des journalistes, notamment tamouls. Assassinats, interpellations, menaces et attentats sont redevenus le lot quotidien pour de nombreux reporters, notamment dans le Nord et l'Est.

L'élection à la présidence, fin novembre 2005, du nationaliste de gauche, Mahinda Rajapakse, et la nomination comme Premier ministre de Ratnasiri Wickremanayaka, connu pour ses positions radicales sur les relations avec le LTTE, a jeté une nouvelle ombre sur le processus de paix. Pendant la campagne, le LTTE a contraint la population tamoule à boycotter le scrutin après avoir fait taire les voix critiques au sein de cette communauté.

Les violences entre factions tamoules, parfois manipulées par les forces de sécurité, ont été particulièrement meurtrières. Le célèbre journaliste

tamoul Dharmaratnam Sivaram «Taraki», directeur du site d'informations *TamilNet* et éditorialiste du quotidien *Daily Mirror*, a été abattu en avril à Colombo. Après avoir arrêté un premier suspect, la police a abandonné l'enquête.

Quatre mois plus tard, la présentatrice de télévision Relangi Sevaraja a été assassinée dans la capitale. Elle était connue pour ses programmes critiques à l'encontre du LTTE, diffusés sur une chaîne publique.

Les médias les plus indépendants n'ont pas été épargnés. En octobre, des inconnus ont incendié l'imprimerie du groupe de presse éditant *The Sunday Leader* et *Irudina*, près de Colombo. Quelques semaines auparavant, un député de la gauche ultranationaliste, membre de la coalition gouvernementale, avait qualifié de «terroriste» le directeur du *Sunday Leader*, Lasantha Wickremetunge.

# TAÏWAN

---

**D**e plus en plus bousculé par l'opposition, le président Chen Shui-bian a tenté d'intimider certains médias critiques. Mais Taïwan, espace de liberté en Asie de l'Est, jouit d'une presse pluraliste.

En juillet 2005, un organisme gouvernemental a annulé la licence de la chaîne de télévision *EETVS*, proche de l'opposition, sous le prétexte qu'elle diffusait trop d'informations. La retransmission des images montrant le sein nu de la chanteuse Janet Jackson, lors de la finale du superbowl américain, a également été invoquée par les autorités. En

novembre, le gouvernement a condamné à une amende la chaîne de télévision *TVBS*, également proche de l'opposition, après avoir tenté de la faire fermer. Il lui était reproché d'être détenue majoritairement par des étrangers.

Alors que les journalistes de l'île sont interdits d'accès à tous les événements organisés sous l'égide des Nations unies, notamment ceux de l'Organisation mondiale de la santé, Taïwan a, en avril, retiré les accréditations de deux correspondants de Chine populaire.

## THAÏLANDE

---

Intolérant à l'égard de toute critique, le Premier ministre Thaksin Shinawatra a infligé un véritable harcèlement politique et judiciaire aux voix les plus indépendantes. En 2005, au moins huit cas de censure ont été relevés et autant de plaintes abusives en diffamation.

Le procès en diffamation intenté par l'entreprise Shin Corps, propriété de la famille du chef du gouvernement, contre la militante de la liberté de la presse, Supinya Klangnarong, a illustré l'acharnement de Thaksin Shinawatra à l'encontre des voix critiques. Risquant une peine de prison et une lourde amende, Supinya Klangnarong a démontré devant le juge qu'elle n'avait fait que mettre à nu le conflit d'intérêts de Thaksin Shinawatra à la fois chef de gouvernement et chef d'entreprise.

En septembre, les proches du Premier ministre ont déclenché une autre offensive contre le patron de presse Sondhi Limthongkul. Après avoir fait supprimer son talk-show politique de la grille des programmes d'une chaîne nationale, plusieurs plaintes en diffamation ont été déposées contre lui. Sondhi Limthongkul a lancé une offensive contre son ancien allié, Thaksin Shinawatra. Mobilisant des foules et recueillant un soutien du roi Bhumibol Adulyadej, très puissant dans le pays,

il a réussi à faire plier le Premier ministre qui a annulé ses actions en justice.

Excédé par les critiques, le gouvernement a procédé, en juin, à la fermeture de deux radios communautaires et au blocage de plusieurs sites Internet critiques. Fm9225.com, qui diffuse en ligne les émissions de plusieurs radios, a été accusé de mettre en danger «l'unité et la sécurité du pays». Tout cela sans aucune base légale.

Confronté à une révolte sanglante dans le Sud à majorité musulman, le gouvernement a hésité entre la méthode forte et le dialogue. La presse n'a pas été vraiment affectée, mais l'adoption d'une loi d'urgence, en juillet, donne le droit aux forces de sécurité de surveiller toutes les communications et de censurer les informations.

En 2005, deux journalistes ont été assassinés, sans que la police n'ait été capable de déterminer les motifs et les auteurs de ces crimes. Dans le Sud, un journaliste, connu pour ses critiques sévères de certaines personnalités locales, a été tué en février. Et dans la ville touristique de Pattaya, le directeur d'un journal local a été abattu en novembre. Selon des collègues, il était menacé depuis la publication d'enquêtes sur des réseaux de prostitution.

## TIMOR-LESTE

---

Le gouvernement de Mari Alkatiri, visiblement irrité par l'indépendance des médias, a tenté de faire plier le quotidien privé *Suara Timor Lorosae* en appelant en février au boycott du journal et en cherchant à expulser la rédaction de ses locaux.

En décembre, le Premier ministre a tenté de faire adopter une réforme du code pénal criminalisant les délits de presse. Les journalistes risqueraient jusqu'à trois ans de prison en cas de diffamation

d'un détenteur de l'autorité publique. Un retour en arrière dénoncé par de nombreux journalistes. Ce durcissement est survenu alors que différentes voix s'élevaient pour dénoncer la mauvaise gouvernance du pays. En 2005, l'évêque de Dili a affirmé que le pays était confronté à la corruption et au manque de transparence. Le président Xanana Gusmao et les Nations unies ont essayé de désamorcer les tensions entre les autorités et la presse. Sans grand succès pour le moment.

## VIÊT-NAM

---

Une partie de la presse tente de repousser les limites de la censure imposée par le parti unique. Parfois à ses dépens. En janvier, un mensuel d'investigation a été fermé. En juillet, une loi a été adoptée pour mettre au pas les journaux en ligne.

La vieille garde du Parti communiste vietnamien (PCV) ne désarme pas : elle considère toujours les médias comme des organes de propagande. Les journaux officiels font l'apologie des actions du Parti et défendent les vertus du socialisme. Tandis qu'une presse plus libérale, notamment le quotidien *Tuoi Tre* (La Jeunesse), s'intéresse aux sujets sociaux. Mais l'autocensure sur la politique domestique règne dans les rédactions. En 2005, une journaliste de *Tuoi Tre* a été inculpée de divulgation de secrets d'Etat pour avoir publié la copie d'une

note officielle sur les pratiques illégales d'une société pharmaceutique.

En début d'année, le ministère de la Culture et de l'Information a fermé le mensuel *Nha Bao va Cong Luan*. Dans ses deux premiers numéros, la publication avait mis en cause des personnalités influentes. Un article sur le mécontentement populaire face à un projet touristique aurait tout spécialement provoqué la colère des autorités.

Mais l'appareil sécuritaire a concentré sa répression sur Internet, perçu comme un outil de développement économique mais également comme un vecteur de diffusion d'idées «réactionnaires». Au moins six cyberdissidents et internautes étaient toujours emprisonnés dans le pays au 1er janvier 2006. En juillet 2005, le gouvernement a renforcé le contrôle des cybercafés.